

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 5 (Partie II)

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (suppléant, Luxembourg) :

---

#### Article 5 : [Coopération opérationnelle]

~~Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure, un comité permanent peut être institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [ 207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres, y compris des autorités de police, de douane et de la protection civile. Les représentants d'Europol, d'Eurojust et, le cas échéant, du Parquet européen peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen est tenu informé des travaux.~~

Sans préjudice de l'article [207 TCE], un "Comité de Sécurité Intérieure Européenne" (COSIE), composé de représentants nationaux de haut niveau, est mis en place et regroupe dans ses attributions tous les aspects liés à la gestion de la sécurité intérieure, y compris ceux liés à la gestion des frontières extérieures et à l'immigration clandestine, ainsi que la définition de la politique criminelle en Europe.

Dans les domaines de la coopération policière et de la coopération judiciaire pénale, ce comité prépare les politiques européennes en matière de sécurité intérieure accompagnées des adaptations adéquates et nécessaires du cadre normatif et assure la mise en oeuvre ainsi que le suivi de la coopération et de la coordination opérationnelle.

Dans le cadre de ces attributions, un "Comité des Chefs de Police" lui est adjoint afin d'assurer la coopération et la coordination opérationnelles policières.

---

#### **Explication éventuelle :**

Il est aujourd'hui indispensable de mettre en place des structures permanentes, permettant de donner corps à la coopération opérationnelle dans ce qui est encore le 3<sup>e</sup> pilier, et qui s'inspirent largement de celles existant déjà au sein du 2<sup>e</sup> pilier de sorte que l'UE indiquerait clairement qu'elle porte autant d'attention et d'importance à sa « sécurité intérieure » qu'à sa « sécurité extérieure », tout en distinguant sans équivoque les structures et compétences liées à ces deux domaines pour respecter l'engagement démocratique qui est à la base du projet européen. Il nous semble également essentiel que cette structure à vocation opérationnelle couvre tous les aspects liés à la sécurité intérieure au

sens large, y compris ceux relatifs à la gestion intégrée des frontières extérieures de l'Union.